**AAP ESPR 2024 – Volet 2**

**Questions fréquentes – FAQ**

Table des matières

[Questions générales 2](#_Toc125120182)

[**Mon entreprise est-elle éligible aux aides ?** 3](#_Toc125120183)

[**Les investissements que j’ai prévus sont-ils éligibles ?** 5](#_Toc125120184)

[**Puis-je cumuler les aides publiques pour mon projet d’investissements ?** 8](#_Toc125120185)

[**Comment sont déterminés les taux d’aides et plafonds de dépenses éligibles ?** 8](#_Toc125120186)

[**Comment déposer ma demande d’aide sur le site internet Agir ?** 13](#_Toc125120187)

[**Quels sont les pièces justificatives à joindre à ma demande ?** 14](#_Toc125120188)

[**Comment et quand seront versées les aides pour mon projet ?** 18](#_Toc125120190)

Ou et comment peser les équipements de catégorie 1 et robots de plantation?.................................16

[**Comment et quand serai-je informé que mon projet a été validé ?** 17](#_Toc125120189)

[Formulaire de demande d’aide 18](#_Toc125120191)

[**A quoi sert ce fichier ?** 18](#_Toc125120192)

[**Comment remplir ce fichier ?** 19](#_Toc125120193)

[**Comment est calculée la charge à la roue ?** 21](#_Toc125120194)

[**Comment est calculée la pression statique exercée au sol par la surface de la machine ?** 22](#_Toc125120195)

[**Ou trouver le montant d’aide attendue et le taux d’aide correspondant ?** 27](#_Toc125120196)

[Lettre d’engagement projet investissement 27](#_Toc125120197)

[**A quoi sert ce fichier et comment le remplir ?** 27](#_Toc125120198)

[Qui contacter si je ne trouve pas la réponse à ma question dans la FAQ ? 28](#_Toc125120199)

[Vous pouvez poser vos questions directement à l’ADEME à l’adresse espr@ademe.fr. Elles seront ensuite ajoutées à la présente Foire Aux Questions (FAQ) et une réponse y sera apportée par les équipes de l’ADEME. 28](#_Toc125120200)

# Questions générales

**Concernant l’aide ESPR, quel régime d’aide d’Etat encadre cet AAP ?**

L’AAP ESPR 2024 repose principalement sur le régime d’aide d’Etat SA.108915 relatif aux aides aux investissements, à l’assistance technique, à la recherche et au développement et à la coopération dans le secteur forestier pour la période 2023-2029.

**Quels sont les délais prévisionnels entre le dépôt du dossier sur Agir et le conventionnement pour 1er versement ?**

Après vérification de la complétude des dossiers, les services régionaux de l’ADEME procéderont à l’instruction technique. Un avis d’opportunité sur les projets sera donné par les DRAAF. Si le projet est éligible, avec un avis positif des DRAAF, et sous réserve de disponibilité budgétaire, le contrat de financement sera rédigé et envoyé au porteur.

L’instruction se fera au fil de l’eau, suivant l’ordre d’arrivée des dossiers au stade dossier complet. L’ADEME sera en mesure de donner des réponses sur l’éligibilité du dossier dans le trimestre qui suit la demande d’aide (hors mois d’août).

**Nous avons plusieurs projets d’investissement en matériel de catégorie 1 sur l’année 2024 et souhaitons savoir s’il est possible de déposer un dossier par matériel ? Pouvons-nous déposer un ou plusieurs dossier(s) avant la clôture ?**

Il est possible de déposer plusieurs dossiers avant la clôture. Néanmoins, plus il y aura de dossiers, moins l’instruction sera rapide. De plus, il y a un risque que l’enveloppe allouée à l’AAP ESPR soit consommée en totalité avant la clôture. Nous vous encourageons à ne déposer qu’un seul dossier par porteur.

**Y-a-t-il une répartition de l’enveloppe entre les deux volets ?**

Oui, un budget est réservé pour chacun des volets.

Un sous-budget est également réservé pour chacune des catégories dans le volet 2.

**Y-a-t-il une répartition régionale de l’enveloppe allouée à l’AAP ESPR ?**

Non

**Y-a-t-il un montant d’investissements ou d’aide maximal pour un seul bénéficiaire ?**

Le montant d’aide maximal est de 1 millions € par bénéficiaire.

## **Mon entreprise est-elle éligible aux aides ?**

**Est-ce que je peux demander une aide pour une opération déjà commencée ?**

L'opération pour laquelle vous sollicitez une aide financière ne doit pas avoir commencé ou ne doit pas avoir donné lieu à des engagements fermes (sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté…).

**Est-ce que seules les entreprises avec un code NAF lié à l’exploitation forestière sont éligibles ?**

Le volet 2 de l’AAP ESPR s’adresse aux entreprises ayant une activité de sylviculture et/ou d’exploitation forestière et de sciage, caractérisée notamment par un code NAF parmi les suivants :

* + 0210Z : Sylviculture et autres activités forestière
  + 0220Z : Exploitation forestière
  + 0240Z : Services de soutien à l’exploitation forestière
  + 1610A : Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation
  + 0130Z : Reproduction de plantes
  + 8130Z : Service d’aménagement paysager

Une entreprise réalisant au moins 50% de son CA dans des activités d’exploitation forestière et/ou de sylviculture et ne disposant pas d’un des codes NAF cités ci-dessus est éligible aux aides.

**Mon entreprise ne dispose pas d’un des codes NAF 0210Z, 0220Z, 0240Z, 1610A, 0130Z, 8130Z comment justifier que plus de 50% de mon CA est réalisé dans des activités d’exploitation forestière et/ou de sylviculture ?**

En fournissant une attestation de commissaire aux comptes qui spécifie que vos activités d’exploitation forestière et/ou de sylviculture représentent plus de 50% de votre CA.

**Pour déterminer si mon site est à moins de 250 salariés, comment calculer le nombre de salariés ?**

Il convient de se baser sur l’article 5 de l’annexe I du règlement (UE) 2022/2472.

“*L’effectif correspond au nombre d’unités de travail par année (UTA), c’est-à-dire au nombre de personnes ayant travaillé dans l’entreprise considérée ou pour le compte de cette entreprise à temps plein pendant toute l’année considérée. Le travail des personnes n’ayant pas travaillé toute l’année, ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, ou le travail saisonnier, est compté comme fractions d’UTA. L’effectif est composé :*

*a) des salariés ;*

*b) des personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national ;*

*c) des propriétaires exploitants ;*

*d) des associés exerçant une activité régulière dans l’entreprise et bénéficiant d’avantages financiers de la part de l’entreprise. Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d’un contrat d’apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans l’effectif. La durée des congés de maternité ou congés parentaux n’est pas comptabilisée.*”

En fonction des liens avec d’autres entreprises, une consolidation de tout/ou partie de leurs effectifs devra être effectuée.

**Est-il possible de grouper des demandes d’aides à l'échelle de plusieurs entreprises pour arriver au seuil de 6000 € de dépenses ?**

Non, les grappes de projets sont éligibles mais une demande d’aide ne peut concerner qu’une seule entreprise.

**Toutes les entreprises sont éligibles quel que soit leur statut ? Y compris les associations ? Et les administrations publiques, les collectivités locales ou leurs filiales ?**

Les TPE, PME ainsi les GE et ETI sont éligibles mais il est important de différencier votre catégorie d’entreprise puisque les TPE et PME bénéficient d’un taux d’aide différent des GE et ETI.

**Comment définit-on une PME ?**

Une PME est une entreprise remplissant les deux critères énoncés à l’annexe I du règlement (UE) 2022/2472,

à savoir :

- Qui occupe moins de 250 personnes ; et

- Dont le chiffre d’affaires annuel n’excède pas 50 000 000 € et/ou dont le total du bilan annuel

n’excède pas 43 000 000 €.

L’annexe I dudit règlement présente les types d’entreprises et les données pris en considération pour le calcul de l’effectif et des montants financiers.

Plus de détails dans le guide, édité par la Commission européenne, ayant pour but d’apporter une orientation générale aux entrepreneurs et autres parties intéressées dans le cadre de l’application de la définition des PME : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/756d9260-ee54-11ea-991b-01aa75ed71a1>

**L’attestation d’adhésion à une démarche de certification de type PEFC, FSC, Quali’Territoires ou équivalent est-elle obligatoire ?**

Oui

**Mon entreprise est en cours de mise en place d’une Chaîne de contrôle PEFC dans son entreprise, le cabinet d’audit ne pourra pas procéder à l’audit immédiatement (manque de personnel a priori), est-ce qu’une attestation d’engagement dans la démarche PEFC est suffisante dans un premier temps ? Sachant qu’il sera certifié au moment de la réalisation du projet.**

Oui. L’attestation d’engagement dans la démarche PEFC est suffisante dans un premier temps si l’entreprise est certifiée au moment de la réalisation du projet.

**En cas de création d'un GIE regroupant plusieurs acteurs de la profession dont les N° de SIRET sont éligibles à candidature :**

**- quel est le montant de l’enveloppe maximum d'investissement pour un GIE ?**

**- les investissements (abatteuses, porteurs…) sont-ils lié au GIE ou à chaque membre du GIE ?**

Les plafonds de dépenses éligibles pour un GIE, en tant que bénéficiaire de l'aide, sont les mêmes que ceux prévus pour les PME si l'ensemble des membres du GIE sont des PME.

Les investissements seront liés au GIE car c’est lui qui sera le porteur de projet et le bénéficiaire final de l’aide.

**Le siège social de mon entreprise n’est pas situé en France. Est-elle éligible aux aides ?**

Oui, cependant le bénéficiaire de l’aide devra avoir un établissement ou une succursale en France au moment du versement de l’aide.

**Si mon entreprise est domiciliée en Corse, est-elle éligible ? Et dans un DROM/COM?**

Oui.

**Si une entreprise a un SIRET à Paris mais qu’elle achète du matériel qui sera livré et utilisé à La Réunion, peut-elle bénéficier des taux DROM/COM ?**

Non, le taux applicable est relatif au lieu de domiciliation de l’entreprise, et non la destination de livraison ou d’utilisation du matériel.

**Peut-on considérer que l’exploitation du bocage constitue une activité d’exploitation forestière ou de sylviculture ?**

L’exploitation du bocage ne fait pas partie du périmètre d’éligibilité de l’AAP ESPR.

## **Les investissements que j’ai prévus sont-ils éligibles ?**

**Est-ce-que les plafonds de dépenses éligibles incluent les frais de livraison ?**

Non.

**Un matériel que j’ai prévu d’acheter dépasse le plafond de dépense éligible indiqué pour ce matériel. Est-ce qu’il est tout de même éligible ?**

Oui, mais l’aide ne s’applique que sur la part du montant correspondant au montant maximal de dépense éligible, ce qui dépasse (reliquat) ne sera pas aidé.

*Exemple :*

*J’ai prévu d’acheter une abatteuse neuve équipée d’une tête pour un montant total HT hors frais de livraison de 650 000 euros.*

*Le plafond de dépense éligible pour ce type d’équipement est de 550 000 euros.*

*Le taux d’aide ne sera calculé que sur 550 000 euros et les 100 000 euros restants seront à la charge exclusive du porteur de projets.*

*Pour un taux d’aide à 40 %, l’aide accordée sera donc de : 550 000 \*0,4 = 220 000 euros.*

**Est-ce que l’achat d’équipements pour une machine que je possède déjà est éligible ?**

Oui. C’est le cas par exemple des paires de tracks, des têtes d’abattage ou de façonnage, du matériel de sylviculture à monter sur porte-outil ou des systèmes de pesons pour les porteurs, mais également de l’équipement d’un tracteur agricole aux conditions de travail en forêt.

**Si notre concessionnaire nous reprend notre ancien matériel. Faut-il déduire le montant de la reprise ?**

Dans le calcul du montant de l’aide attribuée, on ne déduit pas une potentielle reprise de l’ancien matériel.

**La ligne tracteur équipée dans les matériels de Catégorie 1 prend-elle en compte les équipements (blindage, poste inversé, vitesse rampante …) ou doit-il rajouter une ligne en catégorie 3 ?**

La ligne tracteur équipé comprend l’ensemble des aménagements à réaliser pour le travail en forêt. Ces équipements ne peuvent pas être comptabilisés une seconde fois en catégorie 3 pour augmenter le plafond de dépenses éligibles.

**Les mini-pelles sont-elles éligibles aux aides ?**

Les mini-pelles sont éligibles au dispositif sous la condition d'un achat conjoint d'un outil dédié. Leur masse doit être inférieure à 12 tonnes.

**Mon entreprise souhaiterait investir dans du matériel de saisie : tablettes et ordinateurs portables. Les deux sont-ils bien considérés comme du matériel de saisie et donc éligibles ?**

Les tablettes comme les ordinateurs portables sont bien considérés comme étant du matériel de saisie et donc éligibles.

**Je souhaiterai acheter une nacelle automotrice pour mon activité d’élagage de peupliers, et je voudrais savoir avant de faire la demande de subvention si cet engin fait partie de ceux qui sont éligibles ?**

Non.

**L’achat d’équipements d’occasion est-il éligible ?**

Oui. Mais dans ce cas :

- l’équipement doit avoir été acheté neuf pas le vendeur.

- l’équipement ne doit pas avoir bénéficié d’une aide à l’acquisition au cours des 7 dernières années ;

- le prix de l’équipement d’occasion n’excède pas sa valeur sur le marché et est inférieur au coût de matériel similaire à l’état neuf ;

- l’équipement doit présenter les caractéristiques techniques requises pour l’opération et respecter les normes applicables.

**L’achat d’engins d’occasion entre entreprises de travaux forestiers (hors concessionnaire) est-il bien éligible ?**

Oui

**Pour les actions d’investissements que je ne vois pas dans la liste d’équipements éligibles, est-ce que cela peut quand même être finançable ?**

Non, seules les machines, outils et équipements figurant dans la liste d’équipements éligibles peuvent faire l’objet d’une demande de financement sur ce dispositif. Toutefois, il est possible que la dénomination d’un matériel figurant dans cette liste ne corresponde pas au nom utilisé couramment dans votre région. Pour vous assurer de l’éligibilité de votre projet d’investissements, vous pouvez en cas de doute contacter [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr).

**Est-ce-que je peux acheter des consommables (huiles, chaînes, etc) en même temps qu’une machine ?**

Seules les huiles et lubrifiants biodégradables et non écotoxiques sont éligibles. Seuls les consommables fournis au moment de la livraison et dans la machine sont éligibles.

**Est-ce que je peux acheter une machine d’abattage chez un fournisseur et l’équiper avec une tête de bûcheronnage chez un autre fournisseur ?**

Oui. Dans ce cas,

* Il faudra fournir un devis pour chaque équipement
* La masse retenue pour le calcul de la charge à la roue et la pression au sol sera la masse de l’ensemble. Dans ce cas, veuillez contacter l’ADEME ([espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr)) pour vérifier l’éligibilité de l’ensemble aux aides et le taux d’aide correspondant.

**Quels sont les changements à faire pour équiper un tracteur agricole aux conditions forestières et qu’il soit éligible aux aides de l’ADEME ?**

Les aménagements suivants sont tous obligatoires pour être éligibles aux aides de l’ADEME car ils permettent de garantir un travail en sécurité et en confort :

* Blindage renforcé,
* Conduite en poste inversé,
* Vitesses rampantes,
* Garde au sol supérieure à un tracteur agricole
* Prise de force arrière renforcée.

Ces aménagements doivent être réalisés par une entreprise agréée, le tracteur équipé doit être homologué conforme aux règles et normes en vigueur et être conforme aux exigences de la MSA.

**Les coûts internes à l’entreprise sont-ils éligibles ?**

Non

**Je possède un tracteur agricole et je souhaite faire réaliser les aménagements par une entreprise pour qu’il soit adapté au contexte forestier. Est-ce éligible ?**

Oui. Ces aménagements doivent être réalisés par une entreprise agréée, le tracteur équipé doit être homologué conforme aux règles et normes en vigueur et être conforme aux exigences de la MSA.

**Je souhaite acheter un tracteur agricole chez un fournisseur et faire réaliser les aménagements pour l’adapter au contexte forestier par une autre entreprise. Est-ce possible ?**

Oui. Ces aménagements doivent être réalisés par une entreprise agréée, le tracteur équipé doit être homologué conforme aux règles et normes en vigueur et être conforme aux exigences de la MSA.

**L’achat d’un cheval est-il éligible parmi les matériels de débardage par traction animale ?**

Oui.

**Une entreprise qui souhaite acheter uniquement une remorque forestière est-elle éligible ou faut-il obligatoirement déposer un dossier pour un l’achat d’un ensemble complet tracteur + remorque ?**

Une remorques forestière seule est éligible sous réserve d’être équipée d’une grue et de ranchers. Son impact au sol sera calculé avec la charge utile et le tracteur.

**Est-ce que je peux revendre un matériel acquis avec l’aide ADEME ? Si oui, au bout de combien de temps ?**

Les règles sont définies par les « Règles générales d’attribution des aides de l’ADEME » (Délibération du Conseil d’administration de l’ADEME n° 14-3-7 du 23 octobre 2014 modifiée par les délibérations n° 18-5-11 du 6 décembre 2018, n° 19-5-9 du 20 novembre 2019, n° 21-5-7 du 2 décembre 2021 et n° 23- 9-1 du 19 décembre 2023), au paragraphe 2.2.2.

“*Le Bénéficiaire :*

* *s’engage à exploiter efficacement suivant les performances prévues, pour son propre compte ou dans le cadre d’une autre entité du même groupe, les équipements aidés et les maintenir en bon état de fonctionnement pendant une période au moins égale à trois ans à compter de la date de fin de l’Opération;*
* *renonce également, durant cette période de trois ans, à toute cession totale ou partielle des équipements aidés à un tiers. Au-delà de cette période et tant que l’équipement aidé n’est pas amorti, le Bénéficiaire s’engage à informer l’acquéreur des équipements de l’Aide octroyée par l’ADEME*”

**Sous quelle forme les investissements immatériels (numériques) sont-ils éligibles ? Sur quelle durée ?**

L’acquisition de licence pour un logiciel ou une solution informatique est éligible aux aides de l’AAP. L’abonnement à un logiciel ou à une solution informatique (plateforme, portail, ERP,…) est éligible et couvre la durée de la convention liant le bénéficiaire à l’ADEME.

## **Puis-je cumuler les aides publiques pour mon projet d’investissements ?**

Le cumul avec les aides du FEADER est interdit.

## **Comment sont déterminés les taux d’aides et plafonds de dépenses éligibles ?**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | HEXAGONE | | DROM | |
| TX AIDE | TPE PME | ETI GE | TPE PME | ETI GE |
| CAT1 TX Bonifié | 40 % | 25 % | 70 % | 55 % |
| CAT 1 TX Réduit | 20 % | 15 % | 50 % | 45 % |
| CAT 2 - 3 - 4 - 5 | 50 % | 35 % | 80 % | 65 % |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Condition du matériel | Neuf | Occasion |
| Plafond maximal de dépense subventionnable | Défini pour chaque type d’équipement figurant sur la liste des investissements éligibles | Défini comme étant la moitié du plafond défini pour du matériel neuf pour le même type d’investissement |

L’éligibilité des machines aux aides et le taux d’aide applicable pour les matériels de Catégorie 1 sont déterminés de façon suivante :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des machines de bûcheronnage sur roues munies de tête d'abattage ou d'outils sylvicole | | | | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | | | Charge à la roue (tonne/roue) | | | | |
| <3,5 t/roue | | entre 3,5 et 5 t/roue | | >5 t/roue |
| France hexagonale | DROM (hors Guyane) | France hexagonale | DROM (hors Guyane) |  |
| Pression statique au sol (kg/cm2) | <0,7 kg/cm2 | TPE /PME | 40% | 70% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 25% | 55% | 15% | 45% | non éligible |
| entre 0,7 et 1 kg/cm2 | TPE /PME | 20% | 50% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 15% | 45% | 15% | 45% | non éligible |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible | non éligible | non éligible | non éligible |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des machines de bucheronnage sur chenilles, des porteurs forestiers chenillés, des mini-pelles munies d'un outil sylvicole, et des broyeurs chenillés (automoteurs télécommandés ou avec cabine - masse maximale 12 tonnes) | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | |  | France hexagonale | DROM (hors Guyane) |
|  |
| pression statique au sol (kg/cm2) | <0,7 kg/cm2 | TPE /PME | 40% | 70% |
| ETI /GE | 25% | 55% |
| entre 0,7 et 1 kg/cm2 | TPE /PME | 20% | 50% |
| ETI /GE | 15% | 45% |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des porteurs forestiers à roues et des engins de débardage combinés | | | | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | |  | Charge à la roue (tonne/roue) | | | | |
|  | <4 t/roue | | entre 4 et 5 t/roue | | >5 t/roue |
|  |  |  | France hexagonale | DROM (hors Guyane) | France hexagonale | DROM (hors Guyane) |  |
| pression statique au sol (kg/cm2) | <0,8 kg/cm2 | TPE /PME | 40% | 70% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 25% | 55% | 15% | 45% | non éligible |
| entre 0,8 et 1 kg/cm2 | TPE /PME | 20% | 50% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 15% | 45% | 15% | 45% | non éligible |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible | non éligible | non éligible | non éligible |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des porteurs forestiers chenillés | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | | |  |  |
| France hexagonale | DROM (hors Guyane) |
| pression statique au sol (kg/cm2) | <0,8 kg/cm2 | TPE /PME | 40% | 70% |
| ETI /GE | 25% | 55% |
| entre 0,8 et 1 kg/cm2 | TPE /PME | 20% | 50% |
| ETI /GE | 15% | 45% |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible |

Les débusqueurs et les tracteurs sont le plus souvent équipés avec des pneus à structure diagonale. La hauteur de flanc ne figure pas sur le côté des pneumatiques et il n’est donc pas possible de déterminer facilement le diamètre de la roue et donc la pression statique au sol.

Pour ces équipements, les critères d’éligibilité et les taux d’aide applicables ont été définis dans les tableaux suivants :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des tracteurs agricoles blindés forestiers et des ensembles tracteur + remorque forestière + grue | | | | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM | |  | Charge à la roue (tonne/roue) | | | | |
|  | <3,5 t/roue | | entre 3,5 et 5 t/roue | | >5 t/roue |
|  |  |  | France hexagonale | DROM | France hexagonale | DROM |  |
| largeur des pneumatiques équipés | < à 700 mm | TPE /PME | 20% | 50% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 15% | 45% | 15% | 45% | non éligible |
| > ou égal à 700 mm | TPE /PME | 40% | 70% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 25% | 55% | 15% | 45% | non éligible |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des débusqueurs à grue ou à câble | | | | | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM | |  | Charge à la roue (tonne/roue) | | | | |
|  | <4 t/roue | | entre 4 et 5 t/roue | | >5 t/roue |
|  |  |  | France hexagonale | DROM | France hexagonale | DROM |  |
| largeur des pneumatiques équipés | < à 700 mm | TPE /PME | 40% | 70% | 20% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 25% | 55% | 15% | 45% | non éligible |
| > ou égal à 700 mm | TPE /PME | 40% | 70% | 40% | 70% | non éligible |
| ETI /GE | 25% | 55% | 25% | 55% | non éligible |

* Cas spécifique pour la Guyane

*Le seuil de pression maximale est abaissé en Guyane en cohérence avec les valeurs maximales de pression au sol autorisée inscrites dans la « Charte de l’exploitation à faible impact en Guyane ».*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| GUYANE | cas des machines de bucheronnage sur chenilles, des porteurs forestiers chenillés, des mini-pelles munies d'un outil sylvicole, et des broyeurs chenillés (automoteurs télécommandés ou avec cabine - masse maximale 20 tonnes) | | | |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | |  |  |
|  |
| pression statique au sol (kg/cm2) | ≤ 0.51kg/cm2 | TPE /PME | 70% |
| ETI /GE | 55% |
| entre 0,51 kg/cm2 et 1kg/cm2 | TPE /PME | 50% |
| ETI /GE | 45% |
| > 1kg/cm2 |  | non éligible |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des machines de bûcheronnage sur roues munies de tête d'abattage ou d'outils sylvicole | | | | | | GUYANE |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | | | Charge à la roue (tonne/roue) | | |
| <3,5 t/roue | entre 3,5 et 5 t/roue | >5 t/roue |
| pression statique au sol (kg/cm2) | ≤ 0.51kg/cm2 | TPE /PME | 70% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 55% | 45% | non éligible |
| entre 0,51 kg/cm2 et 1kg/cm2 | TPE /PME | 50% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 45% | 45% | non éligible |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible | non éligible |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| cas des porteurs forestiers sur roues et des engins de débardage combinés | | | | | | GUYANE |
| Taux d'aide maximaux applicables en France hexagonale et DROM (hors Guyane) | | | Charge à la roue (tonne/roue) | | |
| <4 t/roue | entre 4 et 5 t/roue | >5 t/roue |
| pression statique au sol (kg/cm2) | ≤ 0.51kg/cm2 | TPE /PME | 70% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 55% | 45% | non éligible |
| entre 0,51 kg/cm2 et 1kg/cm2 | TPE /PME | 50% | 50% | non éligible |
| ETI /GE | 45% | 45% | non éligible |
| > 1 kg/cm2 |  | non éligible | non éligible | non éligible |

## **Comment déposer ma demande d’aide sur le site internet Agir ?**

Il faut se rendre sur la page : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/>

1. Vérifiez les investissements éligibles et leurs définitions précises dans le cahier des charges du dispositif qui figure dans la rubrique " Je vérifie mon éligibilité". Ce document définit également les critères d'éligibilité et les plafonds maximaux d'aide applicables respectivement pour chaque type de matériel éligible.

2. Téléchargez l "Annexe 1 – ESPR 2024 – VOLET 2- Formulaire de demande d'aide " figurant dans la rubrique "Téléchargez tous les documents utiles pour vous accompagner dans vos démarches". Ce fichier permettra de décrire votre projet d'investissements, de calculer son coût total et d'estimer l’aide que vous sollicitez auprès de l’ADEME.

3. Inscrivez-y votre numéro de département, et remplissez le tableau principal en suivant les consignes précisées dans le fichier. Pour vous aider à remplir ce tableau, vous pouvez lire la "FAQ - Foire aux questions" figurant dans la rubrique "Téléchargez tous les documents utiles pour vous accompagner dans vos démarches". Vérifiez les informations saisies et enregistrez le tableur rempli.

4. Téléchargez et imprimer la " Annexe 2 - ESPR 2024 - Volet 2 - Lettre d'engagement " qui figure en bas de cette page dans la rubrique dans la rubrique "Rassemblez l'ensemble des documents").

- Remplissez et signez la première page "Identification du demandeur"

- Signez la seconde page "Déclaration du demandeur"

- Signez la troisième page "Consentement à l'utilisation de mes données personnelles"

- Remplissez la quatrième page "Indicateurs socio-économiques et environnementaux du projet"

- signer les engagements en dernière page

Scannez les cinq pages ainsi remplies et/ou signées et enregistrez-les sur votre ordinateur. Il faudra les joindre lors du dépôt du dossier.

5.téléchargez et signez : “Annexe 3 - ESPR 2024 - Volet 2 - Attestation de santé financière”

6. Déposez votre dossier en cliquant sur le bouton en bas de page, en :

- indiquant le coût total de l’opération et l’aide demandée figurant dans le tableau récapitulatif en haut du fichier " Annexe 1 – ESPR 2024 – VOLET 2- Formulaire de demande d'aide " que vous avez téléchargé et rempli.

- simplifiant la description des actions : ne créez qu’une ligne « Équipements/investissements – Autres équipements » en indiquant le total des coûts ;

- n’oubliant pas de déposer les pièces nécessaires

## **Quels sont les pièces justificatives à joindre à ma demande ?**

**Quelles sont les pièces à déposer pour faire ma demande d’aide ?**

Directement sur la plateforme AGIR, se connecter (en créant le cas échéant votre compte ADEME) et déposer les documents suivants :

* « Annexe 1 - ESPR 2024 - Volet 2 - formulaire de demande d’aide » que vous avez enregistré issu du site [internet](https://decarbflash.ademe.fr/) Agir
* Annexe 2 - ESPR 2024 - Volet 2 - Lettre d'engagement
* Annexe 3 - ESPR 2024 - Volet 2 - Attestation de santé financière
* Les devis pour chaque équipement, avec pour les machines de catégorie 1 et les robots de plantation :
  + La masse à vide (+charge utile pour les porteurs et remorques et machines de débardage combinée)
  + La masse des équipements
  + Les caractéristiques des pneumatiques ou chenilles
  + Mention des huiles hydrauliques et huiles de chaine biodégradable et non écotoxique.
* Votre attestation d’adhésion à une démarche durable : PEFC / FSC / QualiTerritoires ou équivalent
* Votre RIB pour que l’ADEME puisse rapidement préparer votre contrat

Pièces justificatives supplémentaires pour tout achat d’une machine d’occasion de première main :

* Facture d’achat initial de la machine par le vendeur
* Attestation sur l’honneur attestant que le matériel n’a pas fait l’objet d’un financement public à l’achat pour un matériel acquis moins de 7 ans avant dépôt du dossier
* Attestation de révision du matériel datant de moins d’un an avant dépôt du dossier

Pièces justificatives supplémentaires en cas d’achat par crédit-bail :

* Le contrat de financement avec le crédit bailleur

Pièces justificatives supplémentaires en cas d’entreprise de moins de deux ans :

* Fourniture d’un plan de financement de l’opération validé par les prêteurs ou financeurs » pour les entreprises nouvelles n’ayant pas suffisamment de capitaux propres.

**Puis-je acheter du matériel à un concessionnaire qui l’a lui-même acheté à une autre entreprise ?**

Dans le cas où l’achat se fait auprès d’un concessionnaire qui revend le matériel après l’avoir acheté à une entreprise **ayant acheté le matériel neuf**, il faut que ce concessionnaire puisse prouver par des éléments probants que le matériel n’a pas été utilisé entre les deux actes de cession pour que ce matériel soit éligible aux aides. Il devra en outre fournir les pièces justificatives listées dans le paragraphe précédent.

**S'il manque des éléments ou il faut des précisions, est-ce que l’ADEME demandera les pièces/informations ou le dossier sera automatiquement rejeté ?**

Tout dossier incomplet ne sera pas instruit. Pour tout dossier incomplet déposé sur la plateforme de dépôt, l’ADEME contactera le projet avant la date limite de dépôt des dossiers pour aider si possible le porteur de projets à compléter son dossier.

En cas de doute sur la complétude du dossier, n’hésitez pas à contacter l’ADEME à l’adresse [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr).

**Quels devis dois-je fournir ?**

Chaque équipement faisant l’objet d’une demande d’aide devra obligatoirement figurer sur un devis. Un devis peut regrouper plusieurs équipements. Un même porteur de projet peut déposer plusieurs devis.

Pour chaque matériel de Catégorie 1, la masse doit figurer spécifiquement sur le devis. Cette masse doit comprendre celle de l’équipement et celle de l’ensemble des aménagements réalisés sur cet équipement.

**Où peser, comment peser, comment faire si on ne peut pas peser ?**

L’ADEME à rédigé un document pour vous donner les consignes de pesée : MODE OPERATOIRE PESEE

|  |
| --- |
| Bon de pesée​     * **Où** ? Carrières, ferrailleurs, scieries, bascules agrées, plateformes de stockage, coopératives agricoles : tout endroit homologué avec la pastille verte.      * **Comment prévenir l’ADEME** ? IL EST IMPERATIF que le porteur de projet prévienne l'ADEME 15 jours avant la pesée.  Soit  via l’adresse centralisée [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr) et/ou directement contacter les DR via les adresses mail des intructeurs.trices. * Régions BFC / GE : [philippe.ruch@ademe.fr](mailto:philippe.ruch@ademe.fr) * Régions PACA/AURA : [emilie.lunaud@ademe.fr](mailto:emilie.lunaud@ademe.fr) * Régions NA / OCCITANIE : [jeremy.gloaguen@ademe.fr](mailto:jeremy.gloagen@ademe.fr) * Régions Bretagne / PDL / Normandie : [pierre.boillot@ademe.fr](mailto:pierre.boillot@ademe.fr) * Régions CVDL / IDF / HDF : [adrien.decourcelles@ademe.fr](mailto:adrien.decourcelles@ademe.fr) * Régions DROM : [adrien.teste@ademe.fr](mailto:adrien.teste@ademe.fr)     > Des contrôles sur le terrain seront réalisés par l'ADEME, soit au moment de la pesée soit ultérieurement si les services de l’ADEME n’ont pu se rendre physiquement sur les lieux de la pesée.     * **Quelles** **conditions** ? Avec les pleins de carburant et d’huiles. Les équipements divers associés (hors tracks) seront montés sur la machine > si plusieurs outils substituables > au choix du porteur de choisir lequel monter sur sa machine.   > Les porteurs (et ensembles tracteur + remorque) seront pesés sans la charge de bois.     * **Que doit il mentionner ?** * Masse en kilo​ * Marque modèle ​ * Numéro de série, numéro de châssis​ * Date du jour de la pesée * Vignette verte ref​ * Nom de l’entreprise qui a ou va acheter le matériel. * Joindre des photos : * Vue d’ensemble de l’engin sur la bascule​ * Numéro de série, Numéro de châssis * Vignette verte​ * Tableau de bord avec le plein et une vue sur l’horamètre.​ * Pneumatique : références avant et arrière​ * Vue de l'écran de pesée      * **Quand**? La pesée doit se faire avant la facture. Le bon de pesée et la masse indiquée sur la facture doivent être identiques. Dans le cas où la machine est déjà réceptionnée la pesée se fera postérieurement à la facture, et le porteur devra quand même réaliser une pesée afin d’obtenir un bon de pesée. * **À qui les envoyer** (bon de pesée complété + photos)   Le porteur de projet devra les envoyer > par mail aux instructeurs.trices ADEME.  Ces documents constituent une des 3 pièces du rapport final​ et sont indispensable pour le versement de l’aide.     * **Quel** **support?** Pdf (scan du bon de pesée et ou photo) ​ |

**Les dépenses liées à la pesée du matériel sont-elles éligibles aux aides ?**

Elles le sont si elles figurent sur la facture dressée par le revendeur du matériel. Elles ne seront pas prises en charge si elles ne figurent pas sur la facture du revendeur.

**A qui doit-on s’adresser concernant la contractualisation, l’instruction des dossiers, les réponses à nos questions (éligibilité du dossier…) ?**

Une adresse mail est à votre service pour poser vos questions : [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr). L’ADEME vous répondra dans les meilleurs délais.

**La date retenue de demande d’aide est la date de commande ou la date de facture ?**

C’est la date de dépôt du dossier de demande d’aide sur la plateforme Agir.

**Cet appel à projets est-il soumis au règlement de minimis (UE) 2023/2831 ?**

Non

## **Comment et quand serai-je informé que mon projet a été validé ?**

L’annonce des lauréats se fera après validation de l’éligibilité des projets et après vérification de la disponibilité budgétaire.

Les lauréats seront contactés directement par l’ADEME pour établir les contrats de financement.

## 

## **Comment et quand seront versées les aides pour mon projet ?**

Une avance correspondant à 15 % du montant total d’aide accordée sera versée au moment de la signature de la convention de financement liant le porteur de projets à l’ADEME, pour toutes les demande d’aide inférieur à 500k€.

Pour les projets dont l’aide dépasse 500K€, une preuve de démarrage des investissements devra être fournie.

Le solde sera versé une fois l’ensemble des investissements prévus réalisés, sur demande du porteur de projets.

**Comment se font les paiements ?**

Avance de 15% à la signature (pour les projets dont le demande d’aide est inférieure à 550k€), paiement du solde sur la base de la transmission à l’ADEME des factures et de l’état récapitulatif des dépenses.

**Quelle est la durée maximale du contrat ?**

L’ensemble des opérations doit être mise en œuvre sous 24 mois à partir de la contractualisation avec l’ADEME. Il n’y aura pas d’extension de la durée par avenant.

**Si j’ai terminé mes acquisitions avant 24 mois, quand puis-je demander le paiement final ?**

Dès que vous avez terminé votre opération, vous pouvez nous transmettre les pièces justificatives pour recevoir le versement du solde.

**Si j’ai plusieurs investissements prévus, est-ce que je peux avoir un paiement dès que l’un d’entre eux est terminé ?**

Pour les projets bénéficiant d’une aide de plus de 450k€, un versement intermédiaire pourra être réalisé dans les conditions suivantes :

* Maximum un versement intermédiaire par contrat de financement
* Montant du versement intermédiaire minimum de 100k€
* Sur justification des dépenses engagées (facture comprenant les éléments techniques relatifs au calcul de l‘impact au sol).
* Sur présentation du bon de pesée pour le matériel de catégorie 1 et robot de plantation

# Formulaire de demande d’aide

## **A quoi sert ce fichier ?**

Ce fichier permet de d’établir un tableau récapitulatif des investissements que vous comptez réaliser.

Il constitue la pièce justificative technique et financière qui décrit votre projet d’investissement et qui sera à déposer sur le site internet Agir au moment du dépôt de votre demande de financement.

Il permet d’**estimer** le montant d’aide et le taux d’aide attendus :

* Pour chaque équipement (1 ligne par équipement)
* Pour l’ensemble des investissements prévus (dans le tableau récapitulatif situé dans les premières lignes du fichier)

**Les calculs de l’estimation du montant et du taux d’aide mobilisables seront vérifiés par l’ADEME à la suite du dépôt. En cas de différence entre ce calcul et l’estimation figurant sur le formulaire, l’ADEME contactera le porteur de projets pour l’informer du recalcul de l’aide afin qu’il puisse décider du maintien ou non de son projet.**

**Lorsque je complète le formulaire avec les données présentes sur le devis, la pression statique ne se calcule pas. Comment ça se fait ?**

Veuillez vérifier dans ce cas que vos valeurs saisies sont bien sous format « nombre » (ou « pourcentage » pour la hauteur de flanc et pas sur format « texte ». En cas de souci ou besoin d’accompagnement dans la saisie du fichier, n’hésitez pas à envoyer un mail à l’adresse [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr).

## **Comment remplir ce fichier ?**

Le tableau figurant dans le formulaire se remplit de la façon suivante :

Il faut tout d’abord choisir le département dans lequel est situé le siège social de l’entreprise en haut du fichier à l’aide de la liste déroulante.

Il faut remplir ligne à ligne, de gauche à droite, **en ne remplissant que les cases bleues.**

**En fonction du type d’équipement considéré, de la locomotion (roues/chenilles), des cases bleues peuvent apparaître progressivement dans la ligne au cours de la saisie. Si c’est le cas, il faut remplir ces cases bleues qui viennent d’apparaître.**

Il y a plusieurs niveaux d’informations demandées en fonction du type d’investissement prévu :

**Pour les investissements de Catégorie 1 et les robots de plantation :**

--> Saisir 1 ligne par machine + équipements associés. Par exemple, si je veux acheter 2 abatteuses équipées d'une tête d'abattage, je saisis les mêmes informations sur 2 lignes différentes (1 ligne pour chaque abatteuse équipée d'une tête).

--> Pour chaque ligne, il faut saisir :

- Le type d’investissement (liste déroulante) ;

- Le type de matériel correspondant à mon investissement (liste déroulante)

- Une description rapide de la machine (marque, modèle, etc) ;

- La condition de la machine : neufs ou d’occasion (liste déroulante) ;

- La masse de la machine équipée en tonnes ;

- Le mode de locomotion : chenilles ou roues (liste déroulante) ;

Pour les machines à chenilles, il faudra également indiquer :

- la largeur des chenilles, en millimètres

- la longueur des chenilles, en millimètres

Pour les machines à roues **(hors débusqueur et tracteur)**, il faudra indiquer, à l’avant et à l’arrière :

- le nombre de roues

- la largeur des pneumatiques, en millimètres

- la hauteur de flanc, en %

- le diamètre de la jante, en pouces

Pour les **débusqueurs et tracteurs à roues**, il faudra indiquer, à l’avant et à l’arrière :

- le nombre de roues

- la largeur des pneumatiques, en millimètres

- Le montant HTR, c’est-à-dire le montant d’achat, déduction faite de la TVA, tel qu’il figure sur le devis.

**Pour les matériels de Catégorie 2, 3, 4 et 5 :**

--> Il faut saisir une ligne par type d’équipement, peu importe la quantité.

--> Pour chaque ligne, il faut saisir :

- Le type d'investissement (liste déroulante) ;

- Une description rapide des équipements ;

- La quantité (si besoin)

- La condition des investissements : neufs ou d’occasion (liste déroulante) ;

- Le montant HTR total, c’est-à-dire le montant d’achat, déduction faite de la TVA, tel qu’il figure sur le devis.

Sur la base de votre saisie, une estimation du montant et du taux d’aides correspondant à chaque ligne s’affiche automatiquement en colonnes AA et Z.

A chaque ligne figure également une explication sur les montants et taux d’aide retenus pour votre investissement (colonnes AC à AE).

## **Comment est calculée la charge à la roue ?**

Elle est calculée de la façon suivante :

La charge à la roue s’exprime en tonnes (t).

On entend par « ensemble », par exemple :

* Abatteuse équipée de sa tête
* Ensemble tracteur + remorque pour le débardage
* Débusqueur : pelle + outil

*Exemple :*

*J’achète une abatteuse 6 roues d’une masse sans la tête de 20 tonnes, avec un réservoir de GNR de 300 litres (représentant environ 250 kg s’il est plein) et une tête d’abattage d’une tonne. La charge à la roue sera égale à :*

= 3,54 tonnes.

**Ce critère n’est pas calculé pour les engins sur chenilles.**

**Le poids du tracteur doit-il se faire avec ou sans l’outil attelé (Sachant que certains tracteurs peuvent changer d’outils (broyeur, cover trop, charrue …) ?**

La pesée se fera avec l'outil (ou l'un des outils) figurant dans le projet d'investissements du porteur de projets.

**Si je dépose un dossier de demande d’aides pour une machine à roues et un achat conjoint de tracks, est-ce que les calculs d’impact aux sols correspondent à ceux applicables aux machines à chenilles ?**

Il n’y a aucun moyen de s’assurer que les tracks seront équipés sur la machine à chaque chantier. De surcroît, la surface de contact au sol d’un engin tracksé n’est pas équivalente à celle d’un engin à chenilles et dépend notamment de la forme de la tuile, du matériau et de l’espace entre les tuiles. Aussi, le calcul de la charge à la roue et de la pression au sol à réaliser sont ceux correspondant à une machine à roues.

**Si je dépose un dossier de demande d’aides pour une machine à roues et un achat conjoint de tracks, est-ce qu’il faut peser la machine avec les tracks ?**

Non

## **Toutes les machines sont-elles éligibles aux aides de l’AAP ESPR ?**

Non, l’APP ESPR vise à financer les machines d’abattage et de débardage en lien avec la production de bois d’œuvre ou de bois d’industrie. Les machines destinées à la récolte du bois Energie ne sont pas financées dans ESPR mais peuvent prétendre à une aide dans le FONDS CHALEUR (ADEME).

Enfin, les machines qui circulent sur l’intégralité de la parcelle (hors cloisonnement) ne bénéficient pas de l’aide de l’AAP ESPR à l’exception de des engins qui préparent les sols ou entretiennent les plantations (masse limitée à 12 tonnes et seuils de charge à la roue et pression statique identique aux autres machines).

Ci-dessous une liste non exhaustive de machines qui ne sont pas financée par ESPR 2024 :

Feller buncher, débusqueur à pince, grumiers, pelle munie d’une cisaille pour la récolte du bois énergie, ou cisaille seule, déchiqueteuse automotrice, sur prise de force tracteur, à moteur autonome transporté ou fixé sur camion.

## 

## **Comment est calculée la pression statique exercée au sol par la surface de la machine ?**

Elle est calculée de la façon suivante :

Le mode de calcul dépend du mode de locomotion de la machine.

**Pour les engins à chenilles :**

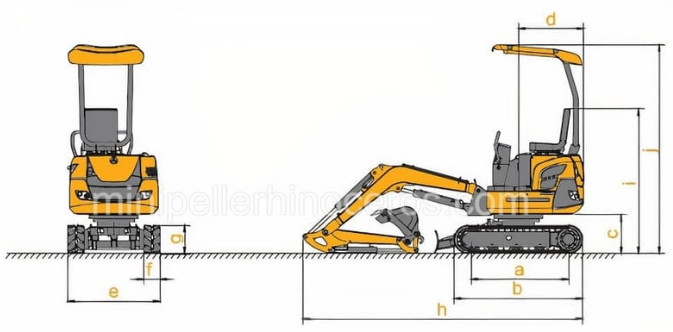
Le calcul de la pression exercée par l’engin au sol par une machine à chenilles est le suivant :

La pression au sol s’exprime en kg/cm² (kilogrammes par centimètres carrés)

La masse équipée de la machine s’exprime en tonnes

La largeur des chenilles s’exprime en millimètres (**correspond au petit f sur le schéma ci-dessous)**

La longueur d’empattement correspond à la distance entre les tambours et s’exprime en millimètres (**correspond au « petit a » sur le schéma ci-dessous)**

****

**Schéma représentant une pelle à chenilles (source : minipellerhinoceros.com)**

*Exemple :*

*J’achète une pelle à chenilles d’une masse de 12 tonnes, avec un réservoir de GNR de 150 litres (représentant environ 125 kg s’il est plein) et une tête d’abattage d’une tonne. La largeur des chenilles est de 600 millimètres et la longueur d’empattement (distance entre les tambours) est de 2910 millimètres.*

**Pour les engins à roues :**

La pression statique exercée par un engin roulant au sol est définie par le rapport entre sa masse et la surface de contact avec le sol.

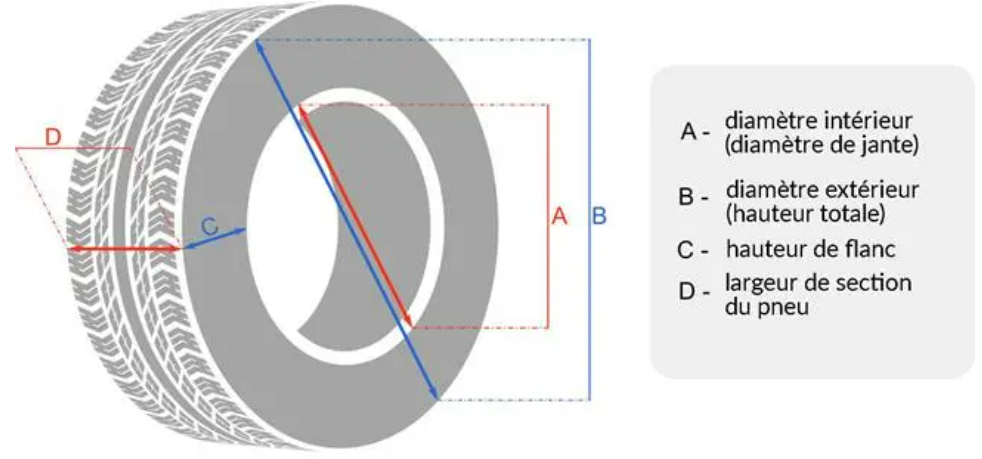
**L’estimation de la pression au sol est réalisé de façon automatique dans le formulaire de saisie des investissements lorsque vous saisissez la masse équipée de la machine ainsi que, pour l’avant et pour l’arrière de la machine :**

* **Le nombre de roues,**
* **La largeur des pneus (en mm)**
* **La hauteur de flanc (en %)**
* **Le diamètre de la jante (en pouces)**

**Les tracteurs et les débusqueurs sont majoritairement équipés en pneus à structure diagonale. L’information sur la hauteur de flanc ne figure pas sur le côté des pneumatiques ; il est donc difficile pour le porteur de projets de fournir le diamètre de la roue et donc le calcul de la pression au sol n’est pas calculée pour ces engins.**

La formule appliquée pour déterminer la pression appliquée au sol par chaque engin sur roues dans le cadre de cet appel à projets est la suivante :

Le rayon de la roue correspond à la somme entre la moitié du diamètre de la jante et la hauteur de flanc (rapportée à la largeur des pneumatiques) :



Unités :

* Pression statique appliquée au sol en kg/cm².
* Nombre de roues de l’ensemble
* Largeur des pneumatiques (en mm)
* Diamètre de la jante (en pouces)
* Hauteur de flanc en %

Pour une machine ou un ensemble équipé de pneus différents à l’avant et à l’arrière, l’équation devient :

Avec :

n1 = nombre de roues à l’avant

r1 = rayon des roues à l’avant

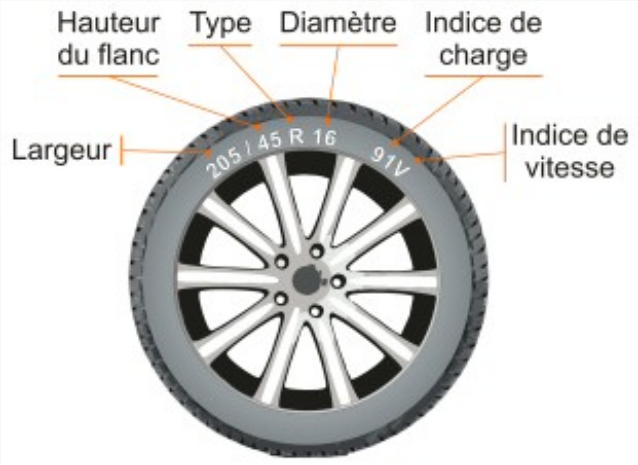
L1 = largeur des pneumatiques à l’avant

n2 = nombre de roues à l’arrière

r2 = rayon des roues à l’arrière

L2 = largeur des pneumatiques à l’arrière

Pour trouver les valeurs de la largeur des pneumatiques, de la hauteur de flanc et du diamètre de la jante, il suffit de regarder sur le côté du pneumatique :



**Caractéristiques d’un pneu (source : toutcalculer.com)**

*Exemple :*

*J’achète une abatteuse 6 roues d’une masse sans la tête de 20 tonnes, avec un réservoir de GNR de 300 litres (représentant environ 250 kg s’il est plein) et une tête d’abattage d’une tonne.*

*Les 4 roues avant sont équipées en pneumatiques 600/45-26,5 (largeur 600 mm, hauteur de flanc 45% et diamètre de jante 26,5 pouces). Les 2 roues avant sont équipées de pneumatiques 710/55-34.*

Pour le calcul de la masse totale pour les porteurs, il faut prendre en compte la charge utile, du coup la masse totale comprend la masse de la machine à vide + charge utile + masse des équipements + masse des réservoirs pleins (huile, lubrifiant, GNR).

## **Ou trouver le montant d’aide attendue et le taux d’aide correspondant ?**

Pour chaque équipement saisi dans le formulaire (à chaque ligne saisie dans le tableau), il y a à droite du tableau :

* des colonnes indiquant le plafond de dépense subventionnable pour chaque investissement, le montant et le taux d’aide attendu (colonnes W , Z et AA).
* des colonnes expliquant pourquoi ces plafonds et taux d’aide ont été retenus (colonnes AC à AE) :
  + Le plafond varie en fonction du type d’équipement et de sa condition (neuf ou occasion) : pour les équipements d’occasion, le plafond d’investissements est divisé par deux
  + Le taux d’aide attendu varie en fonction du département (France métropolitaine / DOM) et, pour les machines :
    - De la charge à la roue ;
    - De la pression statique exercée au sol.

Un tableau récapitulatif présentant le montant d’aide total attendu ainsi que le taux d’aide attendu correspondant figure en haut du formulaire de saisie des investissements. Ces informations seront à saisir sur la plateforme Agir lors du dépôt du dossier de demande d’aide.

# Lettre d’engagement projet investissement

## **A quoi sert ce fichier et comment le remplir ?**

Ce fichier à remplir et à renvoyer signé permet :

* De fournir à l’ADEME les informations juridiques de l’entreprise
* D’attester de la taille de votre entreprise
* D’attester que votre entreprise n’est pas une entreprise en difficulté ou qu’elle l’est devenue entre le 1er janvier 2022 et le 30 juin 2023
* De consentir à l’utilisation de vos données personnelles
* De vous engager sur la véracité des informations fournies et de la conformité de votre demande d’aide avec les règles d’accès aux aides pour votre projet d’investissements.
* D’auto-évaluer les impacts socio-économiques et environnementaux de votre projet d’investissements.

Pour remplir et déposer ce dossier :

1. Téléchargez et imprimer la "lettre d'engagement projet d'investissement - ESPR" qui figure en bas de cette page dans la rubrique dans la rubrique "Rassemblez l'ensemble des documents").
2. Remplissez et signez la première page "Identification du demandeur"
3. Signez la seconde page "Déclaration du demandeur"
4. Signez la troisième page "Consentement à l'utilisation de mes données personnelles"
5. Remplissez et signez la quatrième page « Impacts socio-économiques et environnementaux
6. Signez la cinquième page : engagements
7. Scannez les cinq pages ainsi remplies et/ou signées et enregistrez-les sur votre ordinateur. Il faudra les joindre lors du dépôt du dossier.

# Qui contacter si je ne trouve pas la réponse à ma question dans la FAQ ?

# Vous pouvez poser vos questions directement à l’ADEME à l’adresse [espr@ademe.fr](mailto:espr@ademe.fr). Elles seront ensuite ajoutées à la présente Foire Aux Questions (FAQ) et une réponse y sera apportée par les équipes de l’ADEME.

# En cas de doute sur une interprétation d’un élément technique, financier ou juridique, c’est le cahier des charges du dispositif qui prévaut sur cette FAQ